



**Jour  
J-43**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**18/11/2019**

Coopération / Compact Africa et Conférence du G20  
**Le Président Ouattara attendu à Berlin aujourd'hui**

P6

• **Le Chef de l'État et son épouse  
ont planté des arbres** P3



Budget 2018  
**Les députés approuvent la gestion du gouvernement**

P9

Santé publique  
**Fin des épidémies de dengue et de fièvre jaune**

P8

Modernisation de l'administration  
**Les performances de la Côte d'Ivoire exposées**

P8

Gestion des entreprises publiques  
**Des prix d'excellence décernés aux meilleures sociétés**

P11

Célébration de la journée nationale de la paix  
**Mariatou Koné : « Traduisons en actes concrets nos professions de foi... »**

P2



# Célébration de la journée nationale de la paix

## Mariatou Koné : « Traduisons en actes concrets nos professions de foi... »

La place Ficgayo de Yopougon a abrité, le vendredi 15 novembre, les festivités marquées par des distinctions et un planting d'arbres dans la commune.

**L**a ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la pauvreté, Mariatou Koné, a présidé la célébration de l'édition 2019 de la journée nationale de la paix. Elle a saisi cette occasion pour appeler les couches sociales, les politiques, les guides religieux... à préserver le climat social à travers leurs comportements et actes de tous les jours en vue d'éviter à la Côte d'Ivoire de retomber, à la faveur des joutes électorales à venir, dans une autre crise plus sanglante que celles des années précédentes. Elle a demandé aux uns et aux autres de faire correspondre leurs paroles à leurs actes. Cela se traduit, à l'en croire, par des comportements de paix que tous proclament avec force dans les églises, les mosquées, les temples, les partis politiques, les communautés et les familles. Puis d'insister : « Traduisons en actes concrets de paix quotidienne nos professions de foi aux valeurs démocratiques, de liberté, de tolérance, de fraternité, de

cohésion sociale, de solidarité, d'amitié et de partage, pour créer un environnement favorable à des élections apaisées en 2020 ».

En effet, dans son intervention, la ministre Mariatou Koné a invité les fils et filles de ce pays à éviter les « comportements hypocrites en jouant aux pyromanes-pompier ; pyromane la nuit ou dans l'ombre ; pompier, le jour, après avoir mis et attisé le feu ». Pour elle, la Côte d'Ivoire a déjà assez souffert. Raison pour laquelle, elle dira que « nous avons tous en partage notre humanité qui doit nous permettre de tirer profit de notre diversité, malgré nos différences géographiques, raciales, ethniques, politiques ou religieuses, pour bâtir une nation fraternelle, forte et prospère. Surtout, nous devons comprendre que la compétition politique est un simple jeu qui ne doit pas hypothéquer l'avenir d'un pays, surtout celui des jeunes et des futures générations ». Elle a précisé que la culture de la victoire, dans l'humilité, ou de la défaite, dans la dignité, doit être intégrée



La ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la pauvreté a insisté sur la nécessité de préserver le climat social pour des élections apaisées en 2020. (PHOTO : JOSÉPHINE KOUDIO)

dans notre manière d'être en politique.

La Journée nationale de la paix, cette année, a été célébrée sous le thème : « Au-delà des mots, agissons ensemble pour un environnement électoral apaisé ». La ministre a fait savoir que cet intitulé revêt

un intérêt particulier pour la nation ivoirienne, au regard de son histoire électorale récente. C'est pourquoi, elle a souhaité que tous, à commencer par les acteurs politiques, mettent "balle à terre" en bannissant de

leurs discours les propos qui sont de nature à crispier les positions et à effrayer les populations. Ce qui contribuera, s'est-elle convaincue, au maintien d'un climat électoral apaisé. Askia Touré, le représen-

tant du Haut commissariat des réfugiés (Hcr), a réaffirmé « l'engagement des Nations unies dans le processus électoral ». Il a informé que d'importantes actions seront menées pour renforcer la formation et la sensibilisation pour des élections apaisées. Le maire de Yopougon, Gilbert Kafana Koné, a remercié le gouvernement pour le choix porté sur sa cité. « Cette commune a appris des erreurs et des intolérances du passé. La violence conduit au désastre et à la destruction de la vie humaine », a-t-il indiqué. Il a déclaré que « le jumelage entre la Journée de la paix et le planting d'arbres a une signification particulière pour la commune, dans la mesure où Yopougon est sensible aux appels à la cohésion sociale et à la paix ». La célébration de cette journée dédiée a aussi été marquée par des distinctions attribuées à des personnes reconnues pour leur engagement en faveur de la paix ■

KANATÉ MAMADOU

## • Prières et louanges à Akouédo

**A** la faveur de la célébration de la journée de la paix, sous l'autorité du prédicateur supérieur Mantho Jean-Baptiste, ils ont imploré le Seigneur afin de mettre sa main sur cette nation afin qu'elle ne bascule plus dans la violence. Le prédicateur auxiliaire, Koutouan Evariste, a soutenu que cette supplication est d'autant plus nécessaire que le pays aborde, les jours à venir, le virage dangereux de l'élection présidentielle de 2020, avec une recrudescence des discours de défiance, de haine de la part des acteurs politiques. Aussi a-t-il soutenu : « Il n'y a que Dieu pour nous protéger. Nous lui confions ce matin la Côte d'Ivoire. Nous implorons son pardon, sa mansuétude pour qu'il as-

siste les enfants de ce pays ». Dans son homélie, le prédicateur a invité les Ivoiriens à être tolérants et compatissants les uns envers les autres « afin que cette paix que nous recherchons, nous nous mettons ensemble pour la cultiver ». Cette journée de prière, intitulée culte d'action de grâce pour la paix, a été aussi l'occasion pour le prédicateur supérieur Mantho Jean-Baptiste, de demander à tous de taire les rancœurs et de s'aimer d'un amour fraternel. Il a prié pour le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, parrain de cette cérémonie, afin que Dieu l'assiste dans ses actions de développement pour une Côte d'Ivoire unie, stable et prospère. Djama Diby Antoine, qui représentait le chef du

gouvernement à ce culte d'action de grâce, a déclaré que sans la paix, aucune action de développement n'est possible. Il a invité les populations ivoiriennes à se nourrir de la parole du Christ qui est une semence dans ce monde. Il a aussi appelé à la culture de la paix pour le bonheur de chaque Ivoirien. Coordonnateur du mouvement citoyen "Génération gagnante" des villages Atchan, Djama Diby a demandé aux fidèles de l'église Harriste d'Akouédo-Village, ainsi que l'ensemble des Ivoiriens, de renouveler leur confiance au gouvernement et au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie à travers la réalisation de grands projets ■

K. MAMADOU

## • L'appel de Bro Grébé

**R**enouer définitivement avec le fil de la paix. Tel est l'essentiel de la déclaration faite par Gèneviève Bro Grébé, présidente du Mouvement citoyen pour une nouvelle Côte d'Ivoire (Mcnci), à la faveur de la journée nationale de la paix, célébrée ce 15 novembre. « Nous avons tous le devoir de nous remobiliser pour faire, à nouveau, de la Côte d'Ivoire un havre de paix », a-t-elle exhorté, face à la presse, le 13 novembre, au siège de son mouvement, sis aux Il Plateaux. Pour elle, des actions concrètes doivent être menées, dont « la restauration d'un climat de confiance » entre Ivoiriens. Le disant, elle estime qu'actuellement la Côte d'Ivoire est loin d'être à l'abri de toute inquiétude. « Nous vivons dans un contexte caractérisé par

des violences en tous genres : injures, invectives, menaces, conflits communautaires, agressions sexuelles sur mineurs, pertes en vie humaine », a-t-elle déploré. Aussi, invite-t-elle toutes les couches sociales du pays à se servir de la Journée nationale de la paix, surtout, à moins d'une année du scrutin présidentiel de 2020, pour mener des actions qui sont de nature à produire les fruits d'une paix durable. « Il incombe à chacun de jouer sa partition », a-t-elle souligné.

« Le Mcnci qui s'est donné pour mission de contribuer à la recherche de la paix durable en Côte d'Ivoire, par la promotion de la réconciliation nationale et l'avènement d'un citoyen nouveau », avait-elle expliqué le 25 septembre 2018, au lancement officiel. Gèneviève Bro Grébé a occupé le poste de ministre des Sports et Loisirs sous le régime de Laurent Gbagbo ■

structure: sensibilisation de toutes les couches sociales, appel à l'endroit du pouvoir et des hommes politiques, pour toujours rechercher le consensus, l'harmonie et la paix durable, en apaisant les cœurs remplis de haine, etc.

« Conscients que la paix est le préalable à tout développement, des hommes et des femmes ont décidé de se mettre ensemble au sein du Mouvement citoyen pour une nouvelle Côte d'Ivoire. Notre objectif, c'est de promouvoir la réconciliation nationale et l'avènement d'un citoyen nouveau », avait-elle expliqué le 25 septembre 2018, au lancement officiel. Gèneviève Bro Grébé a occupé le poste de ministre des Sports et Loisirs sous le régime de Laurent Gbagbo ■

MARCEL APPENA



## • Le Chef de l'État et son épouse ont planté des arbres



PHOTO : HONORÉ BOSSON

Le Président de la République Alassane Ouattara a sacrifié, le 15 novembre, au traditionnel planting d'arbres marquant la célébration de la journée nationale de la paix. En compagnie de son épouse, Dominique Ouattara, ils ont respectivement planté l'arbre à pain et le Tabebuia dans le jardin de leur rési-

dence privée de la Riviera Golf. De son nom scientifique, Artocarpus altilis, l'arbre à pain que le Président de la République a planté est une essence très présente dans le nord de la Côte d'Ivoire. Il a de larges feuilles et produit des fruits comestibles ayant le goût de la patate ou de la pomme de terre. Quant au Tabebuia que la Première dame a mis

en terre, il est généralement de petite taille et produit de belles fleurs roses. Cet arbre que l'on trouve dans plusieurs résidences et chez des fleuristes en Côte d'Ivoire est d'origine antillaise. Chaque année, lors de la commémoration de la journée de la paix, les autorités ivoiriennes, les organisations de la société civile, les guides religieux et autres, plantent

des arbres, symbole de leur désir de voir régner la paix en Côte d'Ivoire. L'an dernier, c'est le site abritant la Salon de l'agriculture et des ressources animales (Sara) situé en zone aéroportuaire qui a servi de cadre officiel de lancement de cette opération de planting d'arbres, sous la présidence du chef de l'État ■

HERVÉ ADOU

## • Hamed Bakayoko : "L'arbre est le socle de la paix"



PHOTO : HONORÉ BOSSON

Du vert partout, fontaine jaillissante, fanfare, marionnettes, animations, films, banderoles et pancartes de sensibilisation à l'importance de l'arbre et aux enjeux de sa préservation... C'était la fête vendredi, au grand carrefour de Koumassi. Ce point qui fait aujourd'hui la fierté de la commune en relooking était revêtu des appareils de la vie et de l'espoir.

L'événement qui s'y est déroulé, à savoir le lancement du concept "Un jour, un million d'arbres", était l'occasion toute indiquée pour le gouvernement qui l'a organisé à travers le ministère des Eaux et Forêts, d'embarquer toute la population dans son ambitieuse politique de reboisement et de préservation des ressources forestières. « À travers ce concept, nous voulons agir pour notre patrimoine forestier, notre avenir et celui de nos enfants à qui nous devons laisser un cadre qui leur garantisse une vie agréable. Et ce, avec tous les fils et filles du pays. Si chaque Ivoirien plante un arbre où qu'il soit, on pourra atteindre l'objectif cette année. Cet engagement est plus qu'une nécessité, c'est une urgence », a déclaré en substance le ministre des Eaux et Forêts, Alain-Richard Donwahi.

Le ministre d'État, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, qui présidait la cérémonie au nom du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, lui, a établi la corrélation entre la présence de forêt et la paix. Rappelons que ce jour, 15 novembre, était la Journée nationale de la paix en Côte d'Ivoire. Une paix

qui, selon le ministre, a besoin d'ombre et d'air frais. « Sans forêt, on ne peut pas avoir de développement durable. Et la paix sera forcément menacée, car il y aura la pauvreté. C'est pourquoi, toutes les populations doivent être sensibilisées à la préservation de l'arbre. C'est le socle de la vie et de la paix. C'est pourquoi, nous nous félicitons de cette belle opération qui apportera de la vie en Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré. Il a aussi traduit la reconnaissance du gouvernement aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'à tous les autres acteurs liés à la gestion des forêts qui ont appuyé l'opération. On pense notamment au chocolatier suisse Barry Callebaut qui a offert 50 000 plants au gouvernement pour la réussite de l'opération. Ses plus hauts responsables étaient présents, tout comme plusieurs personnalités emblématiques ivoiriennes qui ont associé leur image à l'événement, entre autres Didier Drogba et A'Salfo.

Selon le ministre Donwahi, la Côte d'Ivoire a perdu 80% de sa forêt en 50 ans et n'en aura plus dans dix ans si rien n'est fait pour inverser la tendance de la dégradation. On parle actuellement d'environ trois millions d'hectares, contre 16 millions d'ha dans les années 1960. « C'est inquiétant, pour les générations futures », estime-t-il. Pour faire face à cette situation, a-t-il expliqué, la Côte d'Ivoire a adopté en mai 2018 la nouvelle politique de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

## • Le vice-Président reboise à Tabagne

Le vice-Président, Daniel Kablan Duncan, a participé le 15 novembre, à une opération de planing d'arbres à Tabagne sur un espace aménagé près de la forêt du Kodjo, vaste de 42,5 ha. Une initiative de la fondation Adady Kessié inscrite dans le cadre de la journée nationale de la paix. D'autres personnalités dont Evelyn Ama Kumi-Richardson, ministre régional ghanéenne et le ministre ivoirien de l'Agriculture et du développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, ont

posé cet acte symbolique à la suite du vice-Président. Selon le directeur régional des Eaux et forêts du Gontougo, le colonel Kalé Gbegbe, représentant le ministre Alain-Richard Donwahi, ce sont 715 plants de teck, d'acajou et de melina qui ont été mis en terre. Après le planting d'arbres, le vice-Président a visité le centre artisanal du festival où des artisans venus de plusieurs régions de la Côte d'Ivoire ont présenté le fruit de leur travail ■

MARCEL BÉNIE  
CORRESPONDANT RÉGIONAL

PHOTO : VICE-PRÉSIDENCE



## • Jean-Pierre cardinal Kutwa appelle à un environnement électoral apaisé

**A** l'occasion de la 23<sup>e</sup> journée nationale de la paix célébrée, le 15 novembre, sous le thème « *Au-delà des mots, agissons ensemble pour la création d'un environnement électoral apaisé* », le Cardinal Jean Pierre Kutwa a appelé les Ivoiriens en général et la classe politique en particulier à s'approprier cette thématique qui, selon lui, répond aux aspirations des populations.

« La crise de 2010 et ses conséquences peuvent être pour tous un mauvais souvenir, si de tout cœur nous le désirons avec la bénédiction de Dieu. Cette journée nationale de la paix en Côte d'Ivoire avec pour thème « *Au-delà des mots, agissons ensemble pour la création d'un environnement électoral apaisé* » répond aux aspirations profondes des populations. Je prie pour que ces aspirations s'enracinent profondément dans le cœur de tous les Ivoiriens et de la classe politique. Que Dieu donne à chacun des Ivoiriens la claire vision de ce qu'il doit faire et la force de l'accomplir pour une Côte d'Ivoire unie, réconciliée et prospère », a exhorté le Cardinal d'Abidjan, à la paroisse St Jacques des Il Plateaux, devant un parterre de personnalités parmi lesquelles, Anne Désirée Ouloto, représentant le Chef de l'Etat, Raymond Goudou, représentant le vice-Président, Isaac Dé, le Premier ministre sans oublier El Hadj Cissé Djiuguiba et d'autres guides religieux. Le Cardinal a relevé que la paix commence d'abord en chacun de nous. « Faites le ménage en chacun de vous. Si cela est fait, eh bien cela pourrait se propager, se diffuser et gagner tout notre pays et tout le monde », a-t-il exhorté. Lui emboitant le pas, au nom du Pape François,



La classe politique et les Ivoiriens invités à oublier la crise passée pour créer un environnement apaisé aux prochaines échéances.

Monseigneur Bruno-Marie Duffé, secrétaire général du Dicastère du Vatican pour le Service du développement humain intégral, en charge de la doctrine sociale de l'Eglise, a indiqué : « Aux dignitaires de cette maison et de ce pays, c'est avec une grande joie et beaucoup d'émotion que je voudrais vous adresser un message de la part du Pape François. Il nous a envoyé de partager avec vous la recherche et l'ouverture de notre intelligence aux conditions de la construc-

tion de la paix, de son maintien et aux conditions d'un développement qui soit digne de toute personne qui habite ce pays, qui travaille, qui exerce des responsabilités dans la communion ». Poursuivant, il a affirmé que « le pape demande à tous d'accepter la parole à savoir que toute paix et tout développement commence par la rencontre. D'où, il nous invite à commencer donc à nous rencontrer jour et nuit avec patience, avec une ouverture d'esprit et de cœur

pour permettre à chacun d'apporter ce qu'il a de meilleur et de réactiver la promesse qui est au fond de son cœur. Et nous continuerons sans relâche de donner le meilleur venant de notre cœur et de notre foi pour que cette paix se construise, se réalise dans la patience ». Invitant, de ce fait, à l'unité qui, selon lui, est plus forte que nos divisions. En ajoutant que le tout est plus grand que nos intérêts particuliers. Se réjouissant de cette célébration qui, selon elle, est

un engagement pris par le Président Alassane Ouattara, Anne-Désirée Ouloto, pour sa part, n'a pas manqué d'appeler à l'engagement de l'héritage du père fondateur de la Côte d'Ivoire, Felix Houphouët-Boigny, apôtre de la paix et qui a offert en héritage la paix aux Ivoiriens ». Et d'indiquer que le Président de la République, Alassane Ouattara, s'inscrivant dans cette dynamique de manière totale, a donc décidé de faire du 15 novembre, comme la pensée du Président Houphouët-Boigny, des moments de rencontres et des moments importants pour poser des actes forts en faveur de la paix.

« Aujourd'hui, dans le cadre de la cérémonie co-organisée par le Saint-siège, le gouvernement ivoirien, avec à sa tête le Président Alassane Ouattara, lance à nouveau un appel à la paix à tous les Ivoiriens. Un appel à la paix pour faire d'elle et du dialogue notre religion, notre raison d'être », a-t-elle appelé ■

JEAN BAVANE KOUIKA

## Développement et paix

### Le Vatican renforce sa coopération avec la Côte d'Ivoire

**L**a collaboration entre la Côte d'Ivoire et le Saint-siège, dans le domaine de la préservation de la paix au plan spirituel et religieux, va connaître une nouvelle dynamique. A sa sortie d'audience avec le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, le 14 novembre, à la Primature, Monseigneur Bruno-Marie Duffé, secrétaire général du Dicastère du Vatican, en mission en Côte d'Ivoire depuis le 13 novembre, a indiqué que les relations entre la Côte d'Ivoire et le Vatican vont se renforcer. Avant de poursuivre qu'Amadou Gon Coulibaly et lui ont abordé d'importants sujets, notamment la foi chrétienne, les projets de la vie politique, économique et sociale pour la Côte d'Ivoire. Pour l'émisnaire du Vatican, c'était une très belle occasion d'échanger avec le chef du gouvernement pour té-



Amadou Gon Coulibaly et Monseigneur Bruno-Marie Duffé ont fait le tour de toutes les questions pouvant renforcer la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Vatican. (PHOTOS : VÉRONIQUE DADIE)

moigner des bonnes relations entre son Etat et la Côte d'Ivoire qui auront bientôt 50 ans. Il s'est félicité de la tenue du séminaire de réflexion et d'approfondissement du développement humain intégral à Abidjan. Développement qui prend en compte toutes les dimensions de la personne humaine et la solidarité de la communauté ivoirienne dans les conditions de la paix sociale. La délégation conduite par Monseigneur Bruno-Marie Duffé est en Côte d'Ivoire dans le cadre d'un séminaire organisé conjointement entre l'Ambassade de Côte d'Ivoire près le Saint-siège et le Dicastère du Vatican pour le Service du Développement humain intégral. Ce séminaire s'est tenu du 13 au 15 novembre sur le thème : « Développement humain intégral, chemin de paix et chemin d'avenir » ■

HERVÉ ADOU



## Diplomatie

## Cinq ambassadeurs présentent leurs lettres de créance au Chef de l'État

Le Président Alassane Ouattara a reçu, jeudi, cinq nouveaux chefs de missions diplomatiques accrédités en Côte d'Ivoire.

Cinq nouveaux diplomates accrédités en terre ivoirienne en qualité d'ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires ont présenté, le 14 novembre, leurs lettres de créance au Président Alassane Ouattara, au Palais de la Présidence, à Abidjan-Plateau. Ce sont Léo Vinovezky (État d'Israël), Lugon-Moulin Anne (Confédération suisse), Majidi Koorosh (République Islamique d'Iran), Wael Ibrahim Ali Badawi El-Sheikh (République Arabe d'Égypte) et Honorine Flore Lydie Magba (République Centrafricaine). Ces diplomates ont donné leurs impressions à la sortie de l'audience avec le Chef de l'État ivoirien.

«Je voudrais saluer l'excellence des relations entre nos deux nations», a souligné Léo Vinovezky, nouveau chef de la diplomatie israélienne en Côte d'Ivoire. Il a mis en exergue les domaines de la coopération entre les deux pays, à savoir, l'agriculture, l'hydraulique, l'éducation, l'art et la cul-



Léo Vinovezky (Israël).



Lugon-Moulin Anne (Suisse).



Majidi Koorosh (Iran).



Wael Ibrahim Ali Badawi (Égypte).



Honorine Flore Lydie Magba (Centrafrique).

ture, la science et la technologie, ainsi que le sport. Il a affirmé que sa mission consistera à approfondir ces liens de coopération. Avec un accent particulier sur «le dialogue entre Israël et la Côte d'Ivoire et entre l'État Hébreu et les autres pays africains». Abondant dans son sens, Lugon-Moulin Anne de la Suisse a indiqué qu'elle va s'employer «à diversifier le potentiel économique entre la Côte d'Ivoire et la Suisse». La diplomate suisse, pour qui la Côte d'Ivoire est déjà au nom-

bre des pays émergents, entend aussi mettre l'accent sur le partenariat dans le domaine de la recherche scientifique, du fait de la présence du Centre suisse de recherches scientifiques en Côte d'Ivoire. Elle s'est, en outre, réjouie de la bonne dynamique de la coopération entre la Côte d'Ivoire et la Suisse.

## Un exemple à suivre

Pour sa part, Majidi Koorosh, le nouvel ambassadeur d'Iran, a affirmé les ambitions de son pays

dont l'objectif majeur est de renforcer les relations économiques avec la Côte d'Ivoire. «Dans bien des domaines, il existe beaucoup de possibilités de nature à renforcer la coopération économique entre nos deux pays», a-t-il dit. Il a fait savoir que les relations entre la Côte d'Ivoire et son pays, qui datent d'une trentaine d'années, sont toujours au beau fixe. Pour le renforcer davantage, il compte mettre sur pied une commission mixte de coopération. Dans le même ordre

d'idées, le diplomate égyptien, après avoir salué la bonne qualité des relations entre la Côte d'Ivoire et l'Égypte, a fait remarquer qu'il mettra tout en œuvre «pour renforcer la coopération dans tous les domaines, surtout dans le secteur économique, afin d'augmenter les échanges économiques». Il a indiqué que les échanges avec le Président Ouattara ont porté aussi sur la possibilité de renforcer les liens de coopération dans les domaines culturel et social. «La Côte d'Ivoire est un

exemple à suivre en matière de politique de sortie de crise», a relevé Honorine Flore Lydie Magba, nouvelle ambassadrice de la Centrafrique. «Mon pays connaît une crise qui, hélas, perdure depuis 2013», a-t-elle indiqué par ailleurs. Ajoutant que «nous essayons de sortir petit-à-petit. La Côte d'Ivoire est un grand partenaire dans ce sens. Nous comptons sur elle pour sortir définitivement de cette crise» ■

MARCEL APPENA

## Coopération

## La Chine félicite la Côte d'Ivoire pour ses «grands succès»

La relation entre la Côte d'Ivoire et la République populaire de Chine se porte bien. La rencontre au sommet entre le Président ivoirien et le vice-Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine en est la preuve supplémentaire ! Les deux hautes autorités ont échangé le jeudi 14 novembre 2019, au Palais de la Présidence de la République, à Abidjan-Plateau. «Nous nous félicitons des grands succès enregistrés par la Côte d'Ivoire, dans son développement économique et social, grâce au Président

Alassane Ouattara», s'est réjoui le Chinois Wu Weihua, dans sa déclaration, au terme de l'audience. Dans la déclaration, l'hôte chinois a aussi affirmé que sa visite sur les bords de la lagune Ebrié répond au souci de «promouvoir la mise en œuvre des décisions importantes que le Président Ouattara et son homologue chinois, Xi Jinping, ont prises, au cours de leur entretien de l'année dernière, ainsi que la mise en œuvre des résolutions du Sommet de Beijing».

Selon le diplomate, la coopération bilatérale entre les deux pays a été, de façon globale, au cœur de l'en-

tretien. «Nous avons évoqué les relations bilatérales ivoiro-chinoises», a-t-il fait savoir. Le volet des échanges économiques et commerciaux a été également abordé «pour soutenir la construction du pays», a-t-il fait savoir. Le vice-président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine s'est, par ailleurs, dit convaincu qu'à travers les efforts conjugués de la Côte d'Ivoire et de la Chine, la coopération entre les deux pays se portera de mieux en mieux. «Nous formulons donc à l'endroit de la Côte d'Ivoire les vœux sincères pour qu'elle connaisse des

succès plus éclatants», a-t-il souhaité, en assurant que les échanges se sont déroulés dans «une ambiance cordiale». Wu Weihua a transmis les salutations cordiales du président chinois à son homologue ivoirien, ainsi qu'au peuple frère de la Côte d'Ivoire. «En retour, le Président Alassane Ouattara m'a demandé de transmettre à son tour les vœux de fraternité et d'amitié sincères», à son homologue de la Chine, ainsi qu'au peuple chinois. Le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale est composé d'environ 150 membres émanant de l'Assemblée



Le Président Alassane Ouattara a reçu en audience Wu Weihua, vice-président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine.

populaire nationale de la République populaire de Chine. Il se réunit entre les

sessions plénières du parlement chinois ■

M. APPENA



Coopération / Compact Africa et Conférence du G20

# Le Président Ouattara attendu à Berlin aujourd'hui

Le Chef de l'État et ses pairs membres du pacte "Compact with Africa" sont invités par la Chancelière fédérale Angela Merkel, en Allemagne.

Le Président Alassane Ouattara est attendu cet après-midi et sera accueilli par les autorités allemandes mais aussi par la communauté ivoirienne vivant en Allemagne, galvanisée par leur nouvel ambassadeur, le général Philippe Mangou. Le chef de l'État vient donc prendre part à un dialogue de haut niveau qui se tient demain 19 novembre à Berlin, aux fins de discuter des possibilités d'améliorer l'environnement des affaires et d'accroître l'investissement des pays du G20 en Afrique, dans le cadre du Pacte du G20 avec l'Afrique (CwA) ou "Compact with Africa". Il s'agit d'un programme lancé en juin 2017 à l'initiative de la Chancelière de l'Allemagne, Angela Merkel, avec pour objectif de promouvoir les investissements privés en Afrique, notamment dans le domaine des infrastructures. Il s'agit surtout, au travers de ce programme, d'accroître l'attractivité de l'investissement privé grâce à une amélioration substantielle des cadres macroéconomique, commercial et financier.

Regroupant des pays africains, des organisations internationales et des partenaires bilatéraux du G20, le "Compact with Africa" est conduit par des partenaires qui soutiennent des réformes ou coordonnent des programmes de réformes spécifiques à chaque pays en vue d'appuyer les mesures politiques correspondantes et de faire connaître les opportunités d'investissement aux investisseurs privés. A ce jour, douze pays africains sont engagés dans cette initiative, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Maroc, le Rwanda, le Sénégal, le Togo et la Tunisie.

Dans une interview qu'il a accordée récemment à *Fraternité Matin*, l'ambassadeur de la République fédérale de l'Allemagne en Côte d'Ivoire, Michael Grau, a indiqué que « la coopération allemande vise à apporter le soutien nécessaire pour que la paix et la prospérité deviennent une réalité en Afrique, en général, et particulièrement dans une Côte d'Ivoire qui, bien qu'ayant fait un indéniable progrès, reste



Le Chef de l'État va participer à une rencontre de haut niveau. (PHOTOS : DR).

marquée par des années de crise socio-politique ». De ce point de vue, le diplomate allemand a promis tout son soutien à la volonté des Ivoiriens de

promouvoir la paix, la prospérité, la réconciliation ainsi que la préservation des acquis économiques et à un lendemain meilleur.

Cette volonté se traduit par la participation du Président Alassane Ouattara, répondant ainsi à toutes les invitations de la Chancelière fédérale, en 2018

et aujourd'hui, en 2019. Aussi, faut-il le rappeler, avec l'ambassadeur Michael Grau, l'Allemagne a élargi sa coopération à travers la mise en place de projets avec différents ministères en Côte d'Ivoire ; notamment celui de l'Énergie, l'Agriculture, le Commerce, l'Industrie, l'Environnement, la Santé, l'Artisanat. La partie allemande met un point d'honneur à la promotion des principes de la bonne gouvernance, condition sine qua non pour une collaboration durable et pour la mise en œuvre fructueuse de nos projets en terre ivoirienne.

Cette rencontre de haut niveau vient donc booster cette coopération déjà établie entre les pays africains, dont la Côte d'Ivoire, et l'Allemagne. Surtout que Angela Merkel milite pour une approche plus équilibrée entre l'Europe et l'Afrique. Le tout en partenariat avec le Fmi, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (Bad) ■

GERMAINE BONI,  
(ENVOYÉE SPÉCIALE À BERLIN)

Cohésion et paix en Côte d'Ivoire

## Philippe Mangou engage les Ivoiriens résident en Allemagne

Environ un mois après son arrivée en Allemagne, le nouvel ambassadeur de la Côte d'Ivoire en Allemagne, le Général Philippe Mangou, a décidé d'aller vers les Ivoiriens, les connaître, les écouter et les galvaniser à vivre ensemble. La première étape de la série de rencontres qu'il envisage avoir avec ses compatriotes vivant sur le territoire allemand, a été celle de Berlin qui a eu lieu le samedi 16 novembre dans un grand hôtel. « Je suis heureux de vous retrouver. Je vous dis grand merci pour avoir accepté de vous déplacer malgré vos différentes activités », a dit d'emblée l'ambassadeur Philippe Mangou (accompagné de son épouse et du personnel de l'ambassade) à ses hôtes, avec à leur tête le président de la Fédération des associations de Ivoiriens résident en Allemagne (Faira), Roger Doudouahi. L'exécution de l'Abidjanaise, l'hymne national avant tout discours, traduit le caractère solennel de cette rencontre voulue tout de même conviviale. Militaire de formation, Chef d'État-major, ayant commandé les opérations sur le théâtre des actions pendant la crise post-électorale, le Général Philippe Mangou, confesse que

les atrocités qui ont fait reculer la Côte d'Ivoire de nombreuses années en arrière, ne doivent plus jamais se répéter. « Beaucoup ne me connaissent pas ou me connaissent par voie de presse. C'est bien moi le Général Philippe Mangou. Pendant la crise, j'étais celui qui a commandé les opérations sur le terrain des combats... Nous avons eu des choses qui n'étaient pas bonnes, des choses atroces, où nous-mêmes, de par notre faute, nous avons ramené notre pays en arrière de près de 50 ans... Ce que nous avons retenu de cette crise, ce ne sont pas de bons souvenirs... Nous-mêmes militaires, nous ne sommes pas prêts à mener une quelconque guerre, nous ne sommes plus prêts à susciter une crise. C'est pourquoi, me trouvant devant vous, je voudrais tout d'abord vous demander d'être unis, de taire vos querelles, d'être réconciliés, de pratiquer et cultiver la cohésion, la paix », a-t-il plaidé. En effet, après sept années passées à la tête de l'ambassade de Côte d'Ivoire, au Gabon, l'ancien Chef d'État-major se plaît dans son nouveau marteau de diplomate et mesure l'importance de la tâche qui y est rattachée, sur la base de la feuille de route à lui signifiée par le Président de



la République. « A l'issue de la crise, le Président Alassane Ouattara m'a fait un grand honneur de me permettre de vivre ma première expérience en diplomatie. J'ai trouvé cette expérience heureuse, puisque j'ai passé sept ans au Gabon. Une autre expérience s'offre à moi,

cette fois en Europe, en m'affectant en Allemagne... Dans ma lettre de mission, le Président de la République m'a demandé de travailler au renforcement des relations qui existent entre la Côte d'Ivoire et l'Allemagne, de protéger nos compatriotes, d'être avec vous,

de partager vos moments de joie et de peine... Je ne peux m'atteler à cette mission qu'en vous approchant pour mieux vous connaître. J'arrive dans un grand pays et je vais à la rencontre de mes frères et sœurs. C'est le sens de cette rencontre que j'ai voulue et facilitée par le président de la Faira », a bien insisté Philippe Mangou. Pour le nouvel ambassadeur en Allemagne, l'heure n'est plus aux lamentations encore moins à la désunion ni aux palabres interminables. A l'instar des grandes nations qui ont su surmonter les crises qu'elles ont connues pour être développées aujourd'hui, il souhaite de même à son pays, la Côte d'Ivoire et demande aux Ivoiriens de l'y aider. « Notre pays est en train de se reconstruire et l'un des acteurs est le Président Alassane Ouattara à qui je tiens une fois de plus à exprimer ma gratitude. Le Président de la République a besoin de nous, de vous, déterminés autour de lui pour reconstruire notre pays... La diaspora est une force et doit constituer un levain pour les autres afin de soutenir la reconstruction de la nation ivoirienne », a-t-il exhorté en substance. Un appel bien accueilli par les convives de

Mangou qui ont qualifié son discours de rassembleur. « Je suis émerveillé par le discours de rapprochement de l'ambassadeur. De mémoire d'Ivoiriens de la diaspora en Allemagne, c'est la première fois qu'un ambassadeur entend nous associer à la conduite de sa mission. Nous sommes heureux et nous sommes disposés à l'accompagner pour réussir cette mission », a rassuré le président de la Faira, Roger Doudouahi. Tout en exposant quelques préoccupations de ses compatriotes, notamment en matière d'identification en vue de l'obtention de passeport et autres documents administratifs, Philippe Mangou a été aussi informé des difficultés que rencontreraient des Ivoiriens et leurs associés qui ont envie d'investir en Côte d'Ivoire. Il s'est dit disposé et ouvert à toutes sortes d'idées constructives au profit de la Côte d'Ivoire. C'est pourquoi, il a rassuré ses frères et sœurs ivoiriens de sa « totale » disponibilité à les accueillir dans les locaux de l'ambassade même à sa résidence pour trouver ensemble des solutions aux problèmes qu'ils vont lui soumettre ■

G. BONI



## Pdci-Rda

## La date de la convention connue en décembre

Le président du Pdci-Rda, Henri Konan Bédié, a présidé jeudi dernier le 11<sup>e</sup> Bureau politique de son parti.

**H**enri Konan Bédié a échangé directement avec le Bureau politique de son parti le 14 novembre. Dans son discours d'orientation, à l'entame de cette rencontre hautement importante, à la Maison du Parti à Cocody, le premier responsable de cette formation politique a informé les membres de cette instance de la tenue d'un autre Bureau politique le 19 décembre. Il a précisé que ce « Bureau politique aura essentiellement pour objet la préparation, la convocation et la définition des modalités de l'organisation de la convention d'investiture de notre candidat à l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 ».

Pour la conduite de l'ensemble de ces activités politiques, Henri Konan Bédié a proposé Maurice Kakou Guikahué, secrétaire exécutif, en qualité de coordonnateur de l'organisation de ladite convention où le candidat du Pdci-Rda à la présidentielle de 2020 sera connu. Il a fait



Henri Konan Bédié (à gauche), a invité les militants à faire triompher le parti aux joutes électorales de 2020. (PHOTOS : DR)

savoir que celui-ci aura pour tâche essentielle de proposer, pour examen et adoption, le thème de la future convention, la date de sa tenue, les différentes commissions à mettre en place. Les membres du Bureau politique, très

nombreux dans la salle, ont marqué leur adhésion au choix de Maurice Kakou Guikahué par une salve d'applaudissements, à la grande joie du président de la plus ancienne formation politique en Côte d'Ivoire.

Henri Konan Bédié s'est, par ailleurs, félicité de la grande mobilisation des militants, le 19 octobre à Yamoussoukro, à la faveur des journées d'hommage à Félix Houphouët-Boigny. Ce déferlement des hommes et femmes de sa

formation politique ce jour, à l'en croire, doit être un stimulant. Ce grand rassemblement devrait les amener à organiser la marche harmonieuse et glorieuse du Pdci-Rda pour le bien de la Côte d'Ivoire. « Je voudrais vous féliciter individuellement et collectivement d'avoir réussi ce pari historique. Oui !!! Je suis heureux et fier de l'engagement, de la loyauté et de la détermination dont vous avez su faire preuve ce jour », a-t-il salué. Non sans exprimer ses remerciements aux partis politiques qui ont effectué le déplacement de la capitale politique pour soutenir le Pdci-Rda lors de cette manifestation de masse.

De plus, Henri Konan Bédié s'est dit disponible à œuvrer à la consolidation de la plateforme non idéologique qui a été mise en place le 6 novembre à Daoukro, à sa résidence. Le président du Pdci-Rda a fait montre de son attachement à l'exécution des activités de son parti. À cet égard, il a demandé, entre autres, la poursuite et l'in-

tensification des activités conjointes, d'une part avec les partis de leur plateforme, Coalition pour la démocratie et la paix (Cdpr) et d'autre part avec les partis membres de la plateforme Eds, partenaire du Pdci-Rda. Il a aussi insisté sur la poursuite, dans toutes les délégations, des opérations d'adhésion de nouveaux militants et militants, démarrées depuis novembre 2018. M. Bédié a insisté auprès des membres des instances du parti et du personnel politique de la base, afin de s'acquitter de leurs droits d'adhésion et des cotisations annuelles, à l'effet de permettre le reversement des ristournes qui servent au financement des activités de chaque délégation. Il s'est, par ailleurs, appesanti sur la formation du personnel politique local chargé de la préparation de l'identification des militants et militants sur les listes électorales et sur la conduite et la supervision des élections ■

KANATÉ MAMADOU

## Kakou Guikahué à Bédié : « Nous vous confions notre destin »

**A**u terme de son compte rendu sur les diligences d'Henri Konan Bédié, Maurice Kakou Guikahué a prononcé deux phrases saisissantes : « Monsieur le président, nous vous confions notre destin. Conduisez-nous sur les beaux rivages en 2020 ». Ces propos du secrétaire général du Pdci-Rda ont été accueillis par des applaudissements nourris des militants massés dans la salle. À travers cette assertion, l'on est en droit de se demander si Maurice Kakou Guikahué, à demi-mot, ne prépare-t-il pas déjà les esprits à la candidature d'Henri Konan Bédié à la convention dont la date sera connue au Bureau politique du 19 décembre prochain ? En tout cas, un plébiscite du président du Pdci-Rda à ce grand rassemblement politique ne sera guère une surprise.



La désignation du « Sphinx de Daoukro » comme le candidat de la plus ancienne formation politique de la Côte d'Ivoire ne sera, effectivement, que la traduction de la volonté d'une bonne partie des militants. En effet, le député Pdci-Rda, Gouali Dodo Basile

Junior, en juin 2018 à Vavoua, avait affiché ses ambitions de défendre les couleurs de son parti à la présidentielle de 2020. Mais lors d'une conférence de presse, le 10 octobre dernier, il avait annoncé le retrait de sa candidature au profit du premier res-

pensable du Pdci-Rda, Henri Konan Bédié, à cette joute électorale. « Konan Bédié est le candidat du Pdci-Rda à l'élection présidentielle de 2020 et nous irons à la convention de Yamoussoukro le plébisciter », avait-il affirmé. Il a défendu sa position en soutenant que le « Sphinx de Daoukro », s'il le souhaite, pourra briguer la magistrature suprême en ce sens que la limite d'âge, aux termes des dispositions de l'article 55 de la nouvelle Constitution, ne le frappe nullement. Aussi, Gnamien Yao, grand conférencier du Pdci-Rda, a maintes fois émis sa volonté de voir Henri Konan Bédié représenter le parti à la présidentielle de 2020. Attendons donc la convention pour savoir si Henri Konan Bédié sera candidat ou pas à cette compétition électorale ■

K. M.

## Dérapage

**L**e président du Pdci-Rda, Henri Konan Bédié, vient de remettre le couvert. Il a sorti de sa gibelière à idées à problèmes, la veille de la célébration de la Journée nationale de la paix, une autre phrase capable d'embraser encore la Côte d'Ivoire. Lorsque durant l'épisode des « orpailleurs clandestins » dans lequel il avait mis à l'index une communauté, l'on a parlé du retour de son concept d'ivoirité teinté de xénophobie, ses partisans avaient crié au loup, nous taxant de ne pas avoir bien saisi la dénonciation de leur président. Sont-ils maintenant d'accord avec nous ? Henri Konan Bédié n'a pas changé, comme nous l'a fait remarquer quelqu'un. Le peut-on à 85 ans ? Jeudi, au cours d'une réunion du Bureau politique qu'il a présidée, Henri Konan Bédié a fait encore une sortie de

route, un dérapage que tous ensemble nous devons dénoncer. Nous avons été heureux de constater dans la salle certains de ses militants, même s'ils ne l'ont pas ouvertement décrié, ont estimé que leur président n'avait pas à s'en prendre ainsi à la communauté matorne de Paris qui, selon lui, a été mobilisée pour la rentrée politique du Rhdp France avec des billets de 100 euros (65 500 F Cfa). Le samedi 2 novembre, la section France de l'alliance des Houphouëtistes avait organisé une grande mobilisation pour annoncer le lancement de ses activités. Certains militants avec qui nous avons échangé après le Bureau politique du Pdci-Rda, ont fait savoir que leur président devrait plutôt se concentrer sur le programme de société du Pdci-Rda que de « regarder dans la marmite de l'adversaire » ■

E. A.



# Fin des épidémies de dengue et de fièvre jaune

L'annonce a été faite le jeudi 14 novembre 2019, par le directeur général de l'Institut national d'hygiène publique.

C'est une excellente nouvelle pour la population abidjanaise. Les épidémies de la dengue et de la fièvre jaune, qui sévissaient dans la capitale économique du pays, depuis le premier trimestre de l'année 2019, viennent enfin, de prendre fin. C'est du moins ce qu'a annoncé, le jeudi 14 novembre, le Professeur Bénédi Bi Joseph, directeur général de l'Institut national d'hygiène publique (Inhp), au cours d'une conférence de presse, dans les locaux de ladite structure, à Treichville. « Du 15 septembre au 10 novembre 2019, soit après 8 semaines de surveillance, aucun cas confirmé de ces deux maladies n'a été signalé. Il est à noter que la norme en la matière, recommandée par l'Oms, est de 3 semaines de surveillance sans aucun cas. Fort de ce constat, au nom de Monsieur le ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, nous déclarons ce jour, 14 novembre 2019, la fin des épisodes épidémiques conjoints de dengue et de fièvre jaune dans le district autonome d'Abidjan », a-t-il affirmé. Cependant, le directeur général de l'Inhp a invité les populations à rester vigilantes, afin d'éviter le retour de ces deux épidémies. « Les épidémies sont des fléaux cycliques et récurrents, loin d'être une fatalité, doivent nous interpeller et orienter nos actions. C'est pourquoi, la déclaration de la fin de ces épisodes épidémiques ne doit, en aucun cas, être perçue comme l'absence de risque qui conduirait à l'abandon des bonnes pratiques ou au retour des mauvaises pratiques qui favorisent la prolifération des moustiques dans notre cadre de vie », a-



Le Professeur Bénédi Bi Vroh Joseph, directeur général de l'Inhp.

t-il affirmé. Avant de recommander la poursuite des mesures déjà initiées. Notamment, « vider les retenues d'eau après chaque pluie ; assécher les flaques d'eau ; bien fermer les récipients de stockage d'eau ; se débarrasser des objets usagers qui favorisent la présence et la reproduction du moustique (casserole, canaris, vieux pneus et autres) ; changer tous les deux jours, l'eau des pots de fleur ; désherber aux alentours des maisons ; mettre des grilles anti-moustiques aux portes et aux fenêtres des maisons ; dormir, de jour comme de nuit, sous moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action ». À l'en croire, le respect et la mise en œuvre de ces mesures devraient permettre d'éviter ou de limiter l'éclosion de nouvelles épidémies dues aux moustiques du genre Aedes.

Il a rappelé que c'est le 5 mars 2019, que le comité national de lutte contre les épidémies, a déclaré l'épidémie de la dengue dans le district autonome d'Abidjan. « La gestion de cet épisode épidémique caractérisée par la mise en place d'une surveillance renforcée au plan épidémiologique et microbiologique a permis la détection secondaire d'une épidémie de fièvre jaune dont la déclaration a été faite le 5 juillet 2019 », a-t-il poursuivi. Le bilan de ces deux épidémies au 15 septembre 2019, faisait état de 210 cas de fièvre jaune et 289 cas de dengue avec 2 décès. Ce qui a amené le gouvernement à prendre le taureau par les cornes, pour aboutir aujourd'hui, à l'éradication de ces deux épidémies ■

CASIMIR DJEZOU

## Modernisation de l'administration Les performances de la Côte d'Ivoire exposées

Le processus de modernisation et d'innovation du service public en Côte d'Ivoire, tel que défini le Président Alassane Ouattara, avance bien. La preuve, le pays est classé dans le peloton de tête des États les plus réformateurs en la matière dans le monde, un peu plus de deux années, au dire de Raymonde Goudou-Coffie. La ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public (Mmaisp), qui était, jeudi, l'invitée de la « Tribune de l'Aip », une rencontre d'information et d'échange de l'Agence ivoirienne de presse, s'est félicitée des actions engagées par le gouvernement d'Amadou Gon Coulibaly pour performer l'administration publique. S'appuyant sur le thème de la rencontre : « Modernisation de l'administration : quelles avancées ? », Raymonde Goudou-Coffie a énuméré les acquis enregistrés par le Mmaisp dans le cadre de sa mission. Notamment, dans la mise en œuvre du projet e-démarches administratives, du portail Milié de l'Observatoire du service public (Osep), du profilage et codification des postes de travail dans l'administration (Pcpta), des consultations régionales et de la politique de l'informa-



Raymonde Goudou-Coffie, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public.

tisation. À propos du projet e-démarches administratives, l'invitée de l'Aip a fait savoir qu'il s'agit d'un service en ligne dédié à la collecte, la mise à jour, la dématérialisation et la vulgarisation des procédures administratives. « Il a pour objectif de rompre avec les lourdeurs dans le traitement

des actes et de faciliter l'accès des services publics aux usagers. L'initiative a donné lieu à 300 procédures administratives, dont 81 dématérialisées, de 2016 à 2018 dans les secteurs de l'éducation nationale, l'agriculture, la santé, le tourisme, la justice et les eaux et forêts », a indiqué Goudou-Cof-

fié. La ministre a également mis en exergue l'utilité du portail « Milié », une plateforme interactive mise à la disposition de l'usager-client, en vue de recevoir ses requêtes, de les traiter et d'en assurer le suivi. « Milié » a été structuré sur le modèle marocain et conçu avec nos réalités. Il est accessible via le smartphone, l'ordinateur, les tablettes, le call center ou un courrier adressé à l'Osep sur le site [www.milie.ci](http://www.milie.ci). « Sur instruction du Premier ministre, le Mmaisp rend compte au gouvernement, tous les trois mois, du niveau de satisfac-

tion des citoyens. Sur la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2019, 345 requêtes ont été enregistrées, dont 119 par le portail Milié, 143 par appel et 83 par e-mail. 282 requêtes ont été entièrement traitées, 83,03 %, 28 ont fait l'objet de rejet parce que l'information collectée était inexploitable, soit 8,18 % et 32 ont nécessité des pièces justificatives, soit 9,39 %, a relevé Raymonde Goudou-Coffie. La ministre a, dans le même ordre, évoqué le projet e-tree, un arbre photovoltaïque à fonctionnement autonome, qui verra le jour en 2020 sur financement de l'Etat de Côte

d'Ivoire. Il est un cadre d'accueil des populations qui veulent se ressourcer, étancher leur soif, recharger leur smartphone, avoir accès à internet. Goudou-Coffie a aussi fait allusion aux projets de la carte nationale des services publics et de la maison du citoyen, qui est un guichet unique dans chaque commune pour les services publics couramment sollicités par les citoyens et les entreprises. La maison du citoyen sera financée par la Poste Côte d'Ivoire et un partenaire privé africain ■

GERMAIN GABO

**Le Monde est Petit... QUAND ON VOIT GRAND !**

**EXECUTIVE BACHELOR (Bac + 3)**  
pour Bac+2 en activités  
Possibilité de Double  
Diplomation Internationale

**EXECUTIVE MBA (Bac + 5)**  
Master of Business Administration  
Avec mémoire de spécialisation  
/ Finance Audit Contrôle de Gestion  
/ Marketing & Communication digitale  
/ Entrepreneuriat & Management de Projets  
Lancement de la 73<sup>ème</sup> Promotion

**DBA (Bac + 8) à DAKAR**  
Doctorate of Business Administration  
Lancement de la 9<sup>ème</sup> Promotion

Possibilité de voyage d'études à Dubai, Chine et au Maroc  
UI ABIDJAN, 2 Plateaux vallons (face BURIDA), COCODY  
TEL : +225 22 41 65 74 TEL & Whatsapp : +225 48 36 81 01  
[www.universiteinternationale.com](http://www.universiteinternationale.com)

**UNIVERSITE -D'ABIDJAN- INTERNATIONALE**

**HEC BUSINESS SCHOOL**

**RESEAU de Business Schools en Afrique**



## Budget 2018

## Les députés approuvent la gestion du gouvernement

Le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, a fait voter trois projets de loi par la Commission des Affaires économiques et financières de l'Assemblée nationale le 14 novembre.



Le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo.

Les députés membres de la Commission des Affaires économiques et financières de l'Assemblée nationale ont examiné et approuvé trois projets de loi, dont la loi de règlement 2018. L'adoption de la loi de règlement est un acte important puisqu'elle exprime la satisfaction des représentants du peuple après un examen minutieux de la gestion budgétaire concernée, en l'occurrence le budget 2018. En effet, la loi de règlement traduit une approche comptable de la gestion budgétaire, la qualité de

l'exécution du budget et ratifie les opérations réglementaires ayant affecté son exécution. Le texte de loi présenté par le ministre Moussa Sanogo a mentionné notamment des opérations d'aménagement budgétaire de l'ordre de 575 316 607 384 FCfa, portant le niveau du budget de l'État en 2018 de 6 756 257 616 332 FCfa à 6 931 574 223 716 FCfa.

Les questions soulevées par les députés ont amené le Commissaire du Président de la République à faire le point sur l'endettement du pays. Il a indi-

qué que la Côte d'Ivoire réalise une enquête de viabilité de sa dette tous les six mois, avec l'ensemble des partenaires techniques qui engagent leurs responsabilités dans ces résultats. « Tous concluent que le niveau d'endettement en Côte d'Ivoire est modéré », s'est-il réjoui. « Nous veillons aux intérêts de l'État en lui permettant de lever des ressources à un taux d'intérêt à 3 ou 4 points inférieurs à ce qu'il aurait pu avoir sur le marché local et à une maturité beaucoup plus longue », a ajouté Moussa Sanogo. Les deux autres textes de loi à savoir le projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2019-680 du 24 juillet 2019 portant légalisation du régime fiscal et douanier prévu par l'annexe A6-8.1 de l'avenant n°6 à la convention de concession pour le développement d'une centrale électrique au gaz naturel à Azito, et le projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2019-587 du 3 juillet 2019 instituant des mesures incitatives spécifiques aux investissements réalisés dans le secteur de la transformation agricole, principalement l'anacarde, ont été aussi adoptés sans difficulté au regard de leur intérêt vital. Selon les explications du ministre, l'ordonnance n°2019-587 du 3 juillet 2019 vise l'accélération du processus de transformation locale de l'anacarde. Toute chose qui profiterait aux producteurs. Car, l'augmentation de la valeur au niveau de la chaîne de production, permet de créer de la richesse qui reste en local. Ce

sont des « ressources que l'État peut prélever pour améliorer sa répartition et les conditions de vie des producteurs », a-t-il indiqué. Quant à l'ordonnance n°2019-680 du 24 juillet 2019, elle coûtera 73 milliards de FCfa de dépenses fiscales à

l'État, nécessaires pour assurer la viabilité du projet d'extension des capacités d'Azito, phase 4. Le montant global du projet est de l'ordre de 217 milliards FCfa. Les avantages fiscaux et douaniers, octroyés à Azito, pren-

nent la forme d'exonération en matière de Tva et de droits de douane ainsi que des exemptions d'impôts sur le bénéfice ainsi que sur les intérêts des prêts contractés par le groupe pour réaliser le projet.

DAVID YA

## Grand prix des transports ouest-africains 2019

## La compagnie UTB distinguée meilleure entreprise du secteur



Le ministre des transports, Amadou Koné (2<sup>e</sup> à partir de la gauche), a exprimé le soutien du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly aux organisateurs et aux lauréats.

Au cours d'un somptueux dîner gala, l'Union des transporteurs de Bouaké (UTB) de l'opérateur écono-

mique feu N'Sikan a été distinguée meilleure entreprise de transport de Côte d'Ivoire pour l'année 2019 et meilleur transport routier-voyageurs.

Selon le président du comité d'organisation des Awards du Transport, Auguste Danoh, cet événement placé sous le thème : « Les Transports, véritable gisement d'emploi-jeune », vise à promouvoir l'excellence et la saine émulation dans le secteur du Transport de la sous-région ouest-africaine.

Représentant le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, patron de cette 6<sup>ème</sup> édition, le ministre des Transports Amadou Koné, par ailleurs parrain de ce rendez-vous annuel, a indiqué que le gouvernement accorde une grande importance au secteur du Transport. « Ce secteur constitue un grand pourvoyeur d'emploi. C'est pourquoi, l'État a entrepris, depuis quelques années, de nombreuses réformes et investi des milliards pour la redynamisation et la modernisation de ce secteur ainsi que la création d'emploi pour les jeunes », a-t-il souligné, avant d'inviter les acteurs du secteur à saisir

toutes les opportunités qui s'offrent à eux.

Le président de cette cérémonie, Issouf Fadiga, par ailleurs président du Conseil d'administration du guichet unique du commerce extérieur a, pour sa part, remercié le Premier ministre pour le soutien inlassable qu'il ne cesse de leur apporter. « Nous disons un grand merci au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly qui a accepté de patronner cette édition et nous lui demandons d'accepter de nous renouveler son patronage pour la 7<sup>ème</sup> édition », a-t-il transmis au représentant du chef du gouvernement, le ministre Amadou Koné.

Cette cérémonie de distinction des meilleurs opérateurs du Transport a vu la participation de nombreux Pays frères, dont le Maroc, le Niger, le Burkina Faso, lauréat de 2 prix sectoriels dans la catégorie Afrique de l'Ouest et le Togo. La prochaine édition du Grand Prix des Transports de l'Afrique de l'Ouest aura lieu les 30 et 31 juillet 2020.

SERGES N'GUESSANT

## APPEL À MANIFESTATION DE BUREAUX

Dans le cadre de l'optimisation de ses activités maritimes, CONTROL UNION CÔTE D'IVOIRE met en vente l'ensemble de ses bureaux sis à Vridi Canal face au terminal à conteneurs.

OBJET : VENTE DE L'ENSEMBLE DES BUREAUX DE CONTROL UNION CÔTE D'IVOIRE sur une superficie de 2000 m<sup>2</sup> enregistré sous bail emphytéotique.

## PROCÉDURES

## ► ÉTAPE 1: EXPRESSION D'INTÉRÊT ET VISITE DU SITE

Les personnes ou entreprises sont priées de contacter le département administratif de Control Union au ☎ (+225) 21.27.05.55

Pour manifester leur intérêt et prendre rendez-vous pour la visite du site.

► Les visites auront lieu du lundi au vendredi. De 9h00 à 11h00 - De 14h00 à 16h00.

La date limite de transmission des offres d'achat est fixée au 31 janvier 2020.

## Renseignements complémentaires :

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu du lundi au vendredi de 10h00 à 15h00 au ☎ (+225) 21.27.05.55

EXPERTISES MARITIMES  
CONTRÔLES ET SURVEILLANCES

Control Union  
CÔTE D'IVOIRE





# Durabilité du caoutchouc naturel

## Les propositions de la Côte d'Ivoire



Plusieurs personnalités ont pris part à la réunion statutaire du Panel consultatif de l'industrie du caoutchouc (Iap). (PH: DR)

La Côte d'Ivoire, leader africain de caoutchouc naturel, a participé le 15 novembre, à Bruxelles, à la réunion statutaire du Panel consultatif de l'industrie du caoutchouc (Iap), organe subsidiaire du groupe d'étude international sur le caoutchouc (Irsig). Cette information émane du service de communication de la Représentation permanente à Londres, transmise aux médias. Lors de ce rendez-vous, la Côte d'Ivoire était représentée par les ambassadeurs Aly Touré (représentant permanent de la Côte d'Ivoire à Londres) et Abou Dosso (chef de mission de la Côte d'Ivoire à l'Union européenne). À l'occasion, le premier cité, par ailleurs président des chefs de délégation de l'Irsig, a rappelé la nécessité d'une prise en compte des préoccupations

des pays producteurs de caoutchouc naturel. Il a souhaité l'intégration des cinq éléments clés qui s'inscrivent dans le cadre de la durabilité de cette filière. Il a fait savoir la problématique des prix rémunérateurs aux petits producteurs, la transparence du marché, la transformation du caoutchouc dans les pays d'origine, le renforcement des capacités et les projets tels que la création d'un centre d'apprentissage hévée en Côte d'Ivoire. « Suite à la volonté du Président Alassane Ouattara d'engager des réformes en vue de pallier la fluctuation des cours internationaux pour une filière durable, il était important pour la Côte d'Ivoire de participer à cette réunion en vue de faire connaître les préoccupations des planteurs africains en général et des producteurs

ivoiriens en particulier », explique la note d'information. Lors de cette réunion de l'Iap, les associations et organisations privées de la filière mondiale du caoutchouc ont passé en revue des questions d'actualité, notamment des perspectives du marché pour le caoutchouc naturel et synthé-

tique ainsi que des points liés à la durabilité du secteur, le recyclage des pneus, la mise en œuvre de projets de développement de cette spéculation et l'organisation des prochaines assises de l'Irsig qui auront lieu à Abidjan, en mai 2020. En marge de cette réunion, Aly Touré a eu une séance de tra-

vail avec Salvatore Pinizzotto, secrétaire général de l'Irsig. L'objectif était d'examiner les questions relatives aux modalités de collaboration entre le secrétariat de l'Irsig et le gouvernement ivoirien pour la réussite de cet événement. Créé en 1944, l'Irsig est un organisme intergouvernemental

qui sert de plateforme de coopération et de discussions entre les pays qui importent et exportent aussi bien le caoutchouc naturel que synthétique. Il comporte à ce jour 36 pays membres et 120 organismes du secteur privé ■

ANOH KOUAO

MINISTRE DES SPORTS

LE MINISTRE



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
Union – Discipline – Travail

### AVIS A MANIFESTATION D'INTERETS RESTREINT N°1673/MS/CAB/ DU 14 OCTOBRE 2019 PROGRAMME DE REHABILITATION, D'EQUIPEMENT ET DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES PRECIS(PRECIS) SPECIAL

#### 1. Contexte général

Le Programme de Réhabilitation, d'Equipelement et de Construction d'Infrastructures Sportives (PRECIS) a fait l'objet de communication en Conseil des Ministres (N° 313 du rôle, nouveau texte, Reçu le 16 Mai 2012 à 17h30) et d'Arrêté Interministériel (N° 003/MPJSL/MPMEF/MPMB/MCLAU du 06 Janvier 2015). Ce programme est de doter la Côte d'Ivoire d'infrastructures Sportives pour la pratique du Sport pour tous.

Ainsi, les projets prévus pour être réalisés et actualisés en 2019 dans le cadre du PRECIS SPECIAL couvrent cent quatre-vingt-treize (193) communes de la Côte d' Ivoire.

Le PRECIS SPECIAL est inscrit au Programme Social 2019- 2020 du Gouvernement, comme action Prioritaire.

L'Etat Ivoirien, autorité contractante, par le biais du Ministre des Sports (MS), lance le présent avis à manifestation d'intérêt international restreint et informe que les constructeurs concernés seront contactés par voie officielle pour la réalisation des projets du programme de Réhabilitation, d'Equipements et de Construction d'Infrastructures Sportives(PRECIS). Les projets seront réalisés selon l'approche Conception-Réalisation avec proposition de financement.

#### 2. Contenu du programme

Le programme est composé comme suit :

##### LOT1 :

- la réhabilitation de quatre (4) complexes sportifs régionaux,
- la construction de dix-huit (18) complexes sportifs communaux de type1 ;
- la construction de vingt-trois(23) complexes sportifs communaux de type2 ;
- la construction de quarante-cinq (45) complexes sportifs communaux de type3.

##### LOT2 :

- la réhabilitation de neuf (9) complexes sportifs régionaux,
- la construction de douze (12) complexes sportifs communaux de type1 ;
- la construction de vingt-sept (27) complexes sportifs communaux de type2 ;
- la construction de cinquante-cinq (55) complexes sportifs communaux de type3.

#### 3. Conditions de participation

Sont admis à manifester leur intérêt, tous les opérateurs ou groupements d'opérateurs qui ne sont pas concernés par les mesures d'exclusion prévue par le Code des marchés publics de la République de la Côte d'Ivoire. Pour manifester leur intérêt, les entreprises doivent adresser à l'autorité contractante un dossier contenant :

- une lettre de manifestation d'intérêt à l'attention du Ministre des Sports dans laquelle elles indiqueront le(s) lot(s) de leur choix ;
- la présentation du Constructeur;

#### 4. Informations sur les projets :

Pour toutes informations sur les projets, se rapprocher du Cabinet du Ministère des Sports sis à l'immeuble Sogefiha 3<sup>ème</sup> étage, à l'adresse suivante : BP V 136 Abidjan, Tél : 20 21 10 87 / 20 21 83 67 / 20 30 44 40.

**Paulin Claude DANHO**

Abidjan-Plateau, immeuble SOGEFIHA 3ème étage. BP 136 Abidjan. Tel (225) 20 21 83 67. [www.sport.gouv.ci](http://www.sport.gouv.ci)

## Bouaké / Zone de libre échange

### Les barrières tarifaires et non tarifaires supprimées à partir de juillet 2020

Le Comité national de la zone de libre-échange continentale africaine (Cn-zlecaf) a échangé, le jeudi 14 novembre, à la salle de réunion de la chambre de commerce et d'industrie de Bouaké, avec les acteurs du commerce de la région de Gbêkè sur la stratégie de mise en place, en Côte d'Ivoire, de la zone de libre-échange continentale africaine. Cette rencontre a permis d'informer puis de sensibiliser les parties prenantes que sont l'administration publique, le secteur privé et la société civile sur ce projet continental africain en Côte d'Ivoire. Fatoumata Fofana, secrétaire exécutive du Cn-zlecaf, a indiqué que ce projet vise à approfondir l'intégration économique du continent africain à travers la création d'un marché unique pour les marchandises, les services et la circulation des personnes et, aussi, la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires qui représentent les vrais obstacles au commerce intra-africain. Fatou-

mata Fofana a indiqué qu'à partir du 1er juillet 2020, tous les pays africains signataires et qui ont ratifié l'accord pourront échanger leurs produits et marchandises sans droit de douane. Aussi, a-t-elle invité les opérateurs économiques à se tenir prêts pour conquérir les nouvelles opportunités d'affaires qui s'ouvriront à eux. « Veuillez-vous approprier cet accord, allez à la recherche d'informations, faites des études de marché, des prospections dans les pays de l'Afrique, surtout se structurer en vue d'exercer dans le formel », a-t-elle exhorté. Plusieurs thématiques ont été traitées au cours de cette rencontre, notamment, les enjeux de l'élaboration d'une stratégie nationale de mise en œuvre de la Zlecaf, l'état des lieux au niveau national et continental, la stratégie nationale d'exportation de la Côte d'Ivoire ■

**CHARLES KAZONY**  
CORRESPONDANT REGIONAL



# Gestion des entreprises publiques

## Des prix d'excellence décernés aux meilleures sociétés

Ces distinctions ont été instaurées cette année, à l'initiative du ministre Moussa Sanogo, afin de promouvoir la bonne gouvernance et la culture de performance au sein des entreprises publiques.

Le « Prix d'excellence de la Gouvernance et de la Performance des entreprises publiques » articulé autour de trois distinctions, à savoir, le Prix de la performance économique et financière ; le Prix de l'efficacité du Conseil d'administration ; et le Prix d'excellence de la gouvernance (Super Prix) a été décerné le 13 novembre, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. 47 entreprises publiques dont 27 sociétés d'Etat, 12 sociétés à participation financière publique majoritaire et 7 sociétés bénéficiant du concours financier de l'Etat ou contrôlées par l'Etat étaient concernées par cette compétition. Après délibération du jury, ont été sacrées entreprises performantes sur le plan économique et financier pour cette première édition, au titre des entreprises non commerciales : l'Ageroute (1<sup>ère</sup>), le Fer (2<sup>e</sup>) et le Fodi (3<sup>e</sup>) ; dans la catégorie des entreprises commerciales : Le Lbtp (1<sup>ère</sup>), le Port autonome de San Pedro (2<sup>e</sup>) et la Lonaci (3<sup>e</sup>) ; et au titre du prix de l'efficacité du conseil d'administration, les entreprises :



Les entreprises publiques du secteur routier ont réalisé une belle performance. (PH: DR)

Bni (1<sup>ère</sup>), Onad (2<sup>e</sup>) et Versus Bank (3<sup>e</sup>). Le super-prix est revenu à l'Agence de gestion des routes (Ageroute). « Nous devons tout faire pour mériter la confiance et notre statut de super prix (...) Les défis qui se présentent à nous sont

énormes. Les Ivoiriens attendent de vivre dans de meilleures conditions. Et le Chef de l'Etat a fixé le cap. Il veut que la Côte d'Ivoire soit émergente et qu'elle offre des opportunités à tous les habitants. Les routes sont le socle de tout ce que

nous entreprenons. Les routes sont le préalable à tout développement pour un pays agricole comme le nôtre », a déclaré Dimba Pierre, directeur général de l'Ageroute. Les premiers dans chaque catégorie ont reçu un trophée et

un chèque de 7 millions de FCfa, à l'exception du super prix qui était doté d'une enveloppe de 10 millions de FCfa et d'un trophée. Pour sa politique en faveur de la promotion des entreprises publiques, le ministre Moussa Sanogo a reçu le

prix de l'innovation. Initié par le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'Etat, le « Prix d'Excellence de la Gouvernance et de la Performance des entreprises publiques » récompense, chaque année, les dirigeants sociaux des sociétés d'Etat, les sociétés à participation financière publique majoritaire, les sociétés bénéficiant du concours financier de l'Etat et les sociétés contrôlées par l'Etat qui se sont illustrées au cours des trois derniers exercices, par leurs bonnes performances dans les domaines de la gouvernance et de la performance économique et financière. L'instauration du Prix d'Excellence de la Gouvernance et de la Performance des entreprises publiques se situe dans le cadre d'un ensemble de mesures adoptées par le gouvernement, depuis 2011, pour préserver les intérêts patrimoniaux de l'Etat et améliorer la gestion des entreprises, à travers une responsabilisation accrue de leurs organes sociaux. ■

DAVID YA

### Union Monétaire Ouest Africaine



### Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers

#### SECTION I - AVIS D'APPEL D'OFFRES

- Le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) a inscrit au titre de son budget exercice 2019, des fonds, et a l'intention d'utiliser une partie de, ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché à bon de commande relatif à l'impression et à l'édition de divers documents.
- Le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) sollicite à cet effet, des offres sous plis fermés de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'impression et l'édition de divers documents au profit du CREPMF.
- Les documents imprimés seront livrés chaque fois au siège du CREPMF à Abidjan.
- Les exigences en matière de qualification des soumissionnaires sont les suivantes :
  - être une société d'imprimerie légalement constituée, exerçant dans un pays de l'espace UEMOA ;
  - disposer d'équipements modernes et du matériel d'imprimerie de dernière génération (le prouver) ;
  - justifier de la capacité de livraison en cas d'urgence des documents imprimés et dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures à compter de la notification du BAT ;
  - faire usage des matières premières d'impressions conformes à l'environnement (le prouver) ;
  - disposer d'avoirs pour l'exécution des bons de commandes, car le CREPMF ne paie que le service fait après le dépôt de la facture de prestation ;
  - justifier d'une adresse électronique pour la réception des demandes d'impression, de devis et des BAT.
- Le marché est à bon de commande et sera attribué sur les prix unitaires, selon la nature des impressions demandées.
- Les caractéristiques, le nombre de pages, le nombre d'exemplaires des documents qui feront l'objet de BAT sont détaillés dans le dossier d'appel d'offres. Les variantes sont autorisées et seront prises en considération à l'évaluation des offres.
- Les candidats éligibles, qualifiés et intéressés par le présent appel d'offres peuvent obtenir des informations complémentaires en cas de besoin auprès de la Direction de

l'Administration, des Finances et des Moyens Généraux du Secrétariat Général du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine, 01 BP 1878 ABIDJAN 01 COTE D'IVOIRE – Avenue Joseph ANOMA (Rue des Banques en face de la BHCI PLATEAU), Tél : (+225) 20 21 57 42 / 20 31 56 20 ; Fax : (+225) 20 33 23 04.

- Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) est librement téléchargeable sur le site du CREPMF : [www.crepmf.org](http://www.crepmf.org) (rubrique Appel d'offres).
- Les offres devront être déposées au Secrétariat Général du CREPMF-UMOA, 01 BP : 1878 ABIDJAN 01- COTE D'IVOIRE – Avenue Joseph ANOMA (Rue des Banques en face de la BHCI PLATEAU), Tél : (+225) 20 21 57 42 / 20 31 56 20 ; Fax : (+225) 20 33 23 04, au plus tard le 09 / 12 / 2019 à 10 heures, heure locale. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
- Les offres seront ouvertes au siège du CREPMF en présence des soumissionnaires qui le souhaitent à 10 heures 30 minutes, heure locale.
- Les offres doivent comprendre une garantie de soumission établie par une banque, un organisme financier ou un tiers agréé par le Ministre chargé des Finances de la République de Côte d'Ivoire ou délivrée par une banque établie dans l'espace UEMOA, d'un montant de 300 000 FCFA. L'absence ou la non-conformité de la garantie de soumission est éliminatoire.
- Les offres devront demeurer valides pendant une durée de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de dépôt des offres. Toute offre proposant une durée de validité inférieure sera éliminée.

Le Secrétaire Général

Ripert BOSSOUKPE

Avenue Joseph ANOMA  
01 B.P. 1878 Abidjan 01/Côte d'Ivoire  
Site web : <http://www.crepmf.org>

TEL.: (225) 20 21 57 42 / 20 31 56 20  
Fax: (225) 20 33 23 04  
Email: [sg@crepmf.org](mailto:sg@crepmf.org)



Signature de convention

# Plus de 10 milliards pour renforcer la coopération transfrontalière

Plusieurs initiatives sont en cours d'implémentation au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa).

Deux accords de partenariat viennent d'être scellés pour la réalisation d'investissements intégrateurs et l'accès aux services sociaux de base dans la sous-région. C'était le 8 novembre à la salle Félix Houphouët-Boigny du District d'Abidjan au Plateau. La première convention a été signée par Abdallah Boureima, président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), François Albert Amichia, président du Conseil des collectivités territoriales (Cot-Uemoa) et Anne Lugon-Moulin, ambassadrice de la Confédération suisse en Côte d'Ivoire. Il s'agit d'appui financier de l'ordre de 4 milliards de Fcfa pour la mise en œuvre du Programme de coopération transfrontalière locale (Pctl). Qui fait partie des huit programmes intégrateurs issus de la feuille de route du Cot-Uemoa. « Le fonds communautaire, lui, par-



Des officiels, lors de la cérémonie de signature des deux conventions de partenariat. (PHOTOS: DR).

ticipe à hauteur de 2 milliards de Fcfa. Mais, il s'agit d'un démarrage et d'autres partenaires financiers viendront nous accompagner », a indiqué Abdallah Boureima. Avant d'insister sur le fait que « la chose la plus importante est la

coopération décentralisée qui vise la promotion de nos collectivités territoriales et particulièrement les femmes et les jeunes ». Quant au ministre François Amichia, il a précisé les champs d'action : « Nous avons ouvert plusieurs

schémas d'aménagement territoriaux intégrés et continus pour que tous les huit Etats se sentent véritablement concernés par ce programme ». L'ambassadrice de la Confédération suisse, elle, a expliqué que « l'engagement de la

Suisse dans cet avenant permettra de renforcer les actions transfrontalières engagées entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger (...) ». La seconde convention a été signée par le président de la

Commission de l'Uemoa et Michèle Sabban, présidente du Fonds verts pour les femmes - R20 Paris. Ce partenariat d'un montant de plus de 5 milliards de Fcfa va permettre de financer des projets territoriaux intégrant la dimension climatique. « Il vise à promouvoir l'autonomisation des femmes grâce aux nouveaux métiers de l'économie verte, à travers le développement et le financement des projets d'infrastructures durables », a fait savoir Michèle Sabban. Il permettra alors aux femmes de la sous-région de mener des activités allant dans le sens de la lutte contre les effets du changement climatique.

La signature de ces deux conventions de partenariat constitue la première phase de financements de vastes projets à mettre en œuvre dans l'espace Uemoa. D'autres partenaires et bailleurs de fonds sont attendus.

GUY-ASSANE YAPY

## Droit international humanitaire et art oratoire L'Injf célèbre ses lauréats aux concours nationaux



Les dirigeants de l'Injf ont exprimé leur fierté à leurs dignes représentants.

L'Institut national de formation judiciaire (Injf) a honoré, jeudi, ses élèves lauréats de l'édition 2019 du Concours national en Droit international humanitaire (Dih) et de l'édition 2018 du Concours national de débat et d'art oratoire. L'établissement a raffiné les prix de la meilleure équipe et du meilleur plaideur pour la compétition de Dih, et ceux de la meilleure équipe et du meilleur débatteur pour l'art oratoire. Lors de la sympathique cérémonie de remise des trophées et des médailles aux dirigeants de l'Injf, dans l'enceinte de l'Institut à Cocody, Arsène Goulé s'est, au nom de l'équipe vainqueur du concours de Dih, réjoui de la reconnaissance de l'Injf. « Le

Concours national en Droit international humanitaire auquel nous avons participé, au 9 au 11 octobre, a vu la participation de dix universités et instituts de formation. Au terme de cette compétition, l'Injf a été déclaré vainqueur et a gagné les prix de la meilleure équipe et du meilleur débatteur », a fait savoir Arsène Goulé. Avant d'ajouter que cette victoire offre à l'équipe de l'Injf le droit de participer, en 2020, au concours régional à Tunis en Tunisie. La compétition est organisée par le Comité international de la Croix rouge (Cicr). Quant au concours de débat et d'art oratoire, il a permis à 24 équipes du district d'Abidjan de s'affronter. « Le principe consistait au tirage au sort d'un thème de culture géné-

rale, défendu en arguments et contre-arguments par deux équipes tirées également au sort et composées chacune de quatre compétiteurs », a expliqué Jackson Adébi, qui, avec Marie Emmanuelle Apo Ablé (meilleure débatteuse), Aimé Alban Kra et Eric Yé-boua formaient l'équipe de l'Injf. Le directeur de l'Injf, Bertin Brou Kouassi, a dit sa fierté d'avoir des étudiants de l'Institut qui excellent dans les concours nationaux. Il a assuré que l'établissement sera toujours aux côtés des lauréats. « Nous ferons ce qu'il faut pour que vous sentiez que nous sommes fiers de vous », a-t-il promis.

GERMAIN GABO

## Douanes ivoiriennes «Bilan positif» pour le Synaadci

L'adhésion du Synaadci à la centrale syndicale humanisme, la création d'un cadre de rencontre et d'échange avec la direction générale des douanes, la levée des 10 ans d'ancienneté exigée pour le concours professionnel et la correction portant sur l'indice de recrutement qui passe de 360 à 370 conformément au décret de la Fonction publique. Ce sont là autant de bons points à mettre au compte des acquis du Syndicat national des agents actifs des douanes de Côte d'Ivoire (Synaadci). Coulibaly Doulourou Moussa, secrétaire général du Syndicat national des agents actifs des douanes de Côte d'Ivoire (Synaadci), a présenté le bilan de sa première année

d'exercice, le samedi 2 novembre dernier au siège du syndicat sis à Adjame, au cours d'une assemblée générale ordinaire. La question du retard de paiement des primes a été réglée, toujours grâce au dynamisme du secrétaire général. « Avec l'intersyndicale des agents des Douanes de Côte d'Ivoire (Isadi), nous nous sommes inscrits dans la démarche qualité syndicale. Ce qui a abouti à la création d'un cadre de rencontre et d'échanges avec la direction générale des douanes. Nous saluons le premier responsable, le général Alphonse Da Pierre qui privilégie les négociations, le dialogue et l'écoute ayant

abouti à la prise en compte de nos préoccupations », s'est félicité le syndicaliste Coulibaly Doulourou Moussa. À cela s'ajoute la participation, à plusieurs rencontres de haut niveau, du secrétaire général du Synaadci. Ainsi du 18 juin au 21 juillet 2018, il a pris part au dialogue social organisé par le ministère de l'Emploi et de la protection sociale. Pour la capitalisation des acquis de lutte, le Synaadci a annoncé l'implantation des coordinations et la formation de ses membres. « Nous prôtons l'excellence dans l'accomplissement de nos tâches. Nous devons être des modèles au travail », s'est engagé Coulibaly Doulourou Moussa.

ISABELLE SOMIAN



Coulibaly Doulourou Moussa, secrétaire général du Synaadci (à gauche) a présenté le bilan de sa première année d'exercice.



# Lutte contre la malnutrition

## Duncan appelle les parlementaires à plus d'engagement

Le vice-Président de la République a présidé hier, au Radisson Blu, un atelier régional des parlementaires dans le cadre de la campagne pour la promotion de l'allaitement et la stimulation précoce.

La question de l'allaitement et de la malnutrition était au centre d'un dialogue régional entre les parlementaires des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, hier à l'hôtel Radisson Blu, dans la zone aéroportuaire, à Port-Bouët. Organisée par le gouvernement ivoirien, en partenariat avec l'Oms, l'Unicef et Alive & Thrive, cette rencontre d'échanges et de réflexion a été présidée par le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, en sa qualité de président du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance (Connape). Il avait à ses côtés une cinquantaine de parlementaires, ainsi que des représentants de divers organismes internationaux. Dans son discours d'ouverture, le vice-Président de la République a appelé les parlementaires de ces deux régions de l'Afrique à prendre à bras-le-corps la promotion de l'allaitement et la lutte contre la malnutrition. « Plus que jamais, il est important que nous puissions protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement partout et par tous, dans chacun de nos pays. En tant que parlementaires, vous êtes les garants des intérêts des po-



Cette rencontre permettra aux parlementaires d'Afrique de l'Ouest et du Centre d'échanger leurs expériences en matière de lutte contre la malnutrition. (PHOTOS DR)

pulations à travers le contrôle et l'appui de l'action gouvernementale. À ce titre, vous êtes donc des partenaires incontournables pour la création d'un environnement propice à l'allaitement », a-t-il lancé. Pour Daniel Kablan Duncan, les parlementaires devraient être des acteurs du changement durable et contribuer à

mettre fin à toutes les formes de malnutrition dans le cadre de l'élaboration et des votes des textes et lois. « En effet, l'alimentation et la nutrition figurent au nombre des droits fondamentaux », a-t-il signifié. Avant de poursuivre : « À titre d'exemple, je voudrais proposer qu'au-delà de la question de l'allaitement, vous puissiez pousser la

réflexion sur les textes réglementant la vente des aliments et boissons à l'endroit des enfants et aux alentours des écoles. Car les bonnes ou mauvaises pratiques alimentaires qui influenceront toute une vie se prennent surtout à cet âge, dans ces lieux et circonstances ». Il a insisté sur le fait qu'il est plus que jamais important que les

parlementaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre puissent protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement partout et par tous, dans leurs pays respectifs. « Vous êtes les mieux placés au niveau national et surtout dans vos circonscriptions électorales pour attirer l'attention sur l'importance de cette pratique qui doit figurer à un haut

niveau de l'agenda politique et législatif ». Le vice-Président a, par ailleurs, relevé quelques actions déjà entreprises à cet effet, par le gouvernement ivoirien, sur le plan national. « En Côte d'Ivoire, si une nette progression du taux de l'allaitement exclusif a été enregistrée, passant de 12% en 2012 à 23,5% en 2016, des efforts restent à faire au regard de l'objectif de 50% fixé par le gouvernement à l'horizon 2021 et de 70% à l'horizon 2025. Ainsi, le gouvernement ivoirien a décidé d'élaborer un plan national multisectoriel de l'allaitement 2019-2021, d'un montant de 5 milliards de FCfa, afin de rehausser rapidement le niveau de l'allaitement en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'un décret réglementant la commercialisation des substituts du lait maternel et souhaite renforcer le code du travail en ce qui concerne la création des espaces d'allaitement en milieu professionnel », a-t-il relevé. Cette rencontre parlementaire sera suivie du lancement de la campagne nationale et régionale pour la promotion de l'allaitement et la stimulation précoce, le jeudi 14 novembre, à la place de la Sorbonne au Plateau ■

CASIMIR DJÉZOU

## Hommage

### Le patriarche Lambert Amon-Tano célébré

Le patriarche Lambert Amon-Tano sera célébré à travers des journées d'hommage qui auront lieu les 15 et 17 novembre, au Sofitel hôtel Ivoire d'Abidjan (Cocody) et à Eboué, son village natal. L'information a été rendue publique lors d'une conférence de presse le 11 novembre, à Cocody, par la présidente du comité d'organisation, Hervée Coulibaly. Qui s'en explique : « Très souvent, en Côte d'Ivoire, c'est à titre

posthume que des personnalités qui ont marqué leur génération par la qualité de leur travail sont célébrées. Cette règle ne doit pas s'appliquer à l'homme de 93 ans qui s'est distingué par sa riche carrière politique, administrative, diplomatique et surtout syndicale ». Cet événement est une initiative du comité national d'hommage aux doyens. Pour qui, l'expérience acquise auprès de feu Félix Houphouët Boigny par Lambert Amon-Tano suf-

fit à démontrer que sa vie mérite une attention particulière. Aussi la Côte d'Ivoire entend-elle rendre un hommage des plus vibrants au Fils né sur les bords de la lagune Aby, et père de Marcel Amon-Tano, ministre des Affaires étrangères. Au programme, une conférence publique sera donnée sur le thème : « L'histoire coloniale et postcoloniale de la Côte d'Ivoire avec l'un des fidèles serviteurs du Président Félix Houphouët Boigny ». Elle sera co-ani-

mée par Lambert Amon-Tano lui-même, et le Dr Djofolo Doumbia, directeur de la communication de l'Université Félix-Houphouët Boigny de Cocody. La conférence sera suivie d'un dîner et d'une projection de film sur Lambert Amon-Tano. De nombreuses hautes personnalités sont attendues à cette célébration, parmi lesquelles le vice-Président Daniel Kablan Duncan, la ministre en charge de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et



La Côte d'Ivoire entend rendre un hommage à l'un de ses valeureux patriarches.

de la Formation professionnelle Kandia Camara, présidente d'honneur du comité d'organisation, le Dr Eu-

gène Aka Ouélé, ministre de la Santé et de l'Hygiène publique ■

DRAMOUS YÉTI







## Ouverture de la procédure de sélection des candidats pour les cycles internationaux de l'ENA et des IRA le 16 octobre 2019

Haut fonctionnaire, vous souhaitez vous perfectionner, développer de nouveaux savoir-faire directement liés à vos missions, échanger avec de hauts responsables de l'administration publique du monde entier ?



Chaque année l'ENA sélectionne environ 80 candidats étrangers pour ses cycles internationaux ainsi que ceux des Instituts régionaux d'administration (IRA).

Vous pouvez être l'un d'eux si vous remplissez les conditions requises.  
[www.ena.fr/index.php/Europe-International/Programmes-de-formation-internationaux/Les-cycles-longs](http://www.ena.fr/index.php/Europe-International/Programmes-de-formation-internationaux/Les-cycles-longs)

Fière de ses 70 ans d'excellence, l'ENA aujourd'hui est l'École de management de la haute fonction publique, française européenne et internationale. Elle attire de jeunes fonctionnaires et des fonctionnaires déjà expérimentés de plus de 100 pays dans le monde.  
» vidéo des Cycles internationaux

3 cycles de formation de longue durée sont ouverts aux fonctionnaires et agents publics étrangers :

### Cycle International Long (CIL) de l'ENA

■ Cette formation diplômante est couplée à trois parcours de masters professionnels en « Communication des institutions publiques », en « Action publique en Europe » et en « Administration publique générale » organisés par l'ENA en partenariat avec de prestigieuses universités françaises : Paris CELSA ; Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et l'Université de Strasbourg.

Durée : 12 mois + 2 mois optionnels • pour des hauts fonctionnaires juniors.  
NB : Le CIL peut être ouvert aux futurs fonctionnaires après dérogation.

### Le Cycle International de Perfectionnement (CIP) de l'ENA

■ Cette formation diplômante est couplée à deux parcours de masters professionnels en « Administration publique et affaires internationales » et en « Administrations publiques spécialisées » organisés par l'ENA en partenariat avec l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'Université de Strasbourg.

Durée : 8 mois pour de hauts fonctionnaires confirmés.

### Le Cycle International des IRA (CIRA)

■ Cette formation diplômante (possibilité de valider un diplôme de Master 2) est couplée à trois parcours de masters professionnels en « Communication des institutions publiques », en « Action publique en Europe » et en « Administration publique générale » organisés par l'ENA en partenariat avec de prestigieuses universités françaises : Paris CELSA ; Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et l'Université de Strasbourg.

Durée : 8 mois - pour de jeunes fonctionnaires souhaitant renforcer ou élargir leurs compétences

Les candidats intéressés doivent exercer des responsabilités de niveau supérieur dans l'administration, être parfaitement francophones, maîtriser l'anglais et disposer d'un niveau master 1 ou équivalent.

La procédure de sélection est commune aux cycles de l'ENA et des IRA.

#### CONTACT ENA

Cosimo DI TURÌ  
Gestionnaire du recrutement des élèves étrangers –  
Département des stages et de la sélection des élèves étrangers. Tél : +33 (0)3 88 21 44 87

#### CALENDRIER

- Inscription en ligne du 16 octobre au 15 novembre 2019.  
» [lien inscription](#)
- Sélection des candidats sur dossiers (par l'ENA) du 16 novembre au 30 novembre 2019.
- Transmission aux ambassades de la liste des candidats à convoquer aux écrits du 1er au 31 décembre 2019.
- Épreuves écrites organisées du 6 au 13 janvier 2020 par les services des ambassades.
- Épreuves orales organisées du 16 mars au 10 avril 2020 par les services des ambassades.
- Comité final de sélection : mai 2020.
- La rentrée du cycle des IRA et du CIL est programmée le 31 août 2020.
- La rentrée du CIP est programmée en décembre 2020.

#### EN SAVOIR PLUS

- Site de l'ENA » Rubrique Formations et admissions » les Cycles internationaux

[www.ena.fr/index.php?information/Cycles-internationaux](http://www.ena.fr/index.php?information/Cycles-internationaux)

- Depuis plus de 60 ans, l'ENA accueille des élèves étrangers, en provenance de tous les continents. Près de 3800 élèves étrangers en provenance de 134 pays ont déjà été formés.

- Sites des IRA :  
IRA de Lyon  
[www.ira-lyon.gov.fr](http://www.ira-lyon.gov.fr)  
IRA de Metz  
[www.ira-metz.gov.fr](http://www.ira-metz.gov.fr)  
IRA de Bastia  
[www.ira-bastia.fr](http://www.ira-bastia.fr)  
IRA de Lille  
[www.ira-lille.gov.fr](http://www.ira-lille.gov.fr)  
IRA de Nantes  
[www.ira-nantes.gov.fr](http://www.ira-nantes.gov.fr)

Vu le 11/11/2019  
P. BCF YEO N.





# Ulcère de Buruli / Pr Kaloga Mamadou : « Il existe des mesures pour éviter les lourdes conséquences de la maladie »

L'ulcère de Buruli sévit toujours en Côte d'Ivoire où on dénombre le plus de malades. Tour d'horizon avec le directeur coordonnateur du Programme national de lutte contre l'ulcère de Buruli.



**Professeur, l'ulcère de Buruli ne semble être présent que dans certaines zones...**

Effectivement, la maladie sévit dans les zones où il y a eu de grands aménagements et de grands bouleversements de l'environnement. Il s'agit surtout des zones marécageuses autour des barrages hydro-électriques ou des grandes zones irriguées pour la riziculture par exemple. C'est pourquoi en Côte d'Ivoire, la maladie sévit dans les districts de Daloa, Divo, Oumé, Sakassou, Béoumi, Yamoussoukro, Bouafé, Tiasalé, Zouan-Hounien, etc., pour ne citer que ceux-là.

**Est-ce une maladie ivoirienne ? On entend rarement parler ailleurs...**

Ce n'est pas une maladie uniquement ivoirienne, même si la Côte d'Ivoire dépiste le plus de cas au monde. On trouve la maladie dans une trentaine de pays situés dans la zone intertropicale où le climat est humide et chaud. Exemple : le Bénin, le Ghana, le Togo, la Nigeria, le Cameroun, la Rdc. Hors d'Afrique, on trouve la maladie dans certaines parties de l'Australie, du Japon... En 2018, l'Australie a notifié plus de cas que la Côte d'Ivoire.

**Y a-t-il des chances pour**

**que l'ulcère de Buruli soit un jour éradiqué ?**

Il faut d'abord préciser que le microbe est bien connu, mais le mode de transmission de la maladie n'est pas encore bien élucidé. L'on ne sait pas comment l'homme se contamine. Du coup, il est difficile de parler d'éradication. Il n'y a pas de mesure primaire, c'est-à-dire des mesures pour éviter de se contaminer. Le respect des règles d'hygiène corporelle et vestimentaire est la seule mesure conseillée. Pour le moment, nous ne parlons pas d'éradication mais de contrôle ; c'est-à-dire contrôler tous les autres aspects de la maladie. Contrôler la prévention des invalidités par un dépistage précoce, maîtriser le processus de diagnostic, maîtriser la méthode de traitement : prendre précocement les antibiotiques, assurer la gestion des plaies, assurer la chirurgie pour certains malades.

**C'est quoi exactement l'ulcère de Buruli ?**

C'est une maladie de la peau provoquée par un microbe, la bactérie *Mycobacterium ulcerans*. La maladie se manifeste par des signes de début qui sont une boule sous la peau ou une partie du corps qui devient dure ou un gonflement. Si le ma-

lade ne consulte pas tôt, alors plus tard la peau « s'ouvre » et apparaît spontanément une plaie. Cette infection affecte la peau et parfois la ronge jusqu'à atteindre les os et peut même entraîner des déformations et des incapacités permanentes. Comme vous le voyez, l'ulcère de Buruli ne commence pas par une plaie. D'ailleurs, si le malade consulte tôt, la plaie peut ne pas apparaître.

**Pourquoi le nom Buruli ?**

Buruli est le nom d'un comté ou région d'Ouganda. C'est là qu'il y a eu beaucoup de cas dans les années 1960.

Dans cette zone, il y a eu des travaux d'aménagement pour accueillir des réfugiés. Beaucoup de

personnes parmi ces réfugiés ont développé des ulcères cutanés inexplicables. C'est de là est venu l'ulcère de Buruli.

En Côte d'Ivoire, beaucoup de cas ont été dépistés à Daloa en 1986 ; d'où l'appellation de la maladie de Daloa.

**Quel comportement doit-on avoir pour ne pas contracter cette maladie ?**

Il n'y a pas de mesures préventives primaires. Il existe des mesures pour éviter les lourdes conséquences de la maladie. Il s'agit de dépistage précoce, consultation dans un hôpital le plus proche, prise régulière des médicaments, suivre scrupuleusement les conseils des praticiens et le res-

pect des mesures d'hygiène corporelle et vestimentaire.

**Que fait le Pnlub, votre structure ?**

Le Programme national de lutte contre l'ulcère de Buruli est la structure technique du ministère de la Santé et de l'hygiène publique, qui a en charge la gestion de toutes les interventions sur l'ulcère de Buruli. Le Pnlub est chargé de tout coordonner autour de la maladie, de réduire les conséquences liées à la maladie par des actions efficaces sur le terrain. Ce qui suppose de travailler avec les districts en décentralisant les activités.

Nous essayons aussi de contribuer en apportant un peu de joie dans le cœur des malades. A ce titre, en

décembre prochain, nous parrainons un Arbre de Noël au bénéfice des enfants malades de l'ulcère de Buruli.

C'est important de vivre une journée de loisir avec des enfants que nous côtoyons tous les jours dans un contexte qui peut être qualifié de « stressant » pour le malade et pour les praticiens que nous sommes.

Ce sera une occasion de briser la barrière entre soignant et malade. Ces enfants ont le droit de vivre la fin de l'année dans la joie, comme tous les autres enfants de leur âge. Ils ont droit aux cadeaux. Ils ont le droit de voir le Père Noël.

INTERVIEW RÉALISÉE PAR  
BLEDSON MATHIEU

## Sécurisation foncière rurale Kobenan Adjoumani salue les performances de l'Afor

**E**n visite dans les locaux de l'Agence foncière rurale (Afor) le 11 novembre, le ministre en charge du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, a salué les performances enregistrées par cette institution, active depuis seulement deux ans. Moins de trois années après sa mise en service en 2016, Afor a abattu un travail remarquable dans la mission de sécurisation foncière rurale que lui a confiée l'État de Côte d'Ivoire. Sous l'impulsion de cette agence, le nombre de territoires délimités et bornés avec arrêtés signés du ministre de l'Intérieur est passé de 0 en 2017 à 1760 en 2019. Par ailleurs, de 4423 certificats fonciers délivrés en 2017, l'on est passé à 6123 en 2019. Des statistiques flatteuses qui ont été présentées à Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, le 11 novembre à l'occasion d'une visite qu'il effectuait dans les locaux de l'Afor, à Coudy. L'homme qui s'est vu confier le département



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a encouragé le personnel de l'Afor à poursuivre sur sa lancée.

de l'Agriculture et du Développement rural depuis septembre dernier, a en effet entrepris de visiter les structures placées sous sa tutelle. « Ce, afin d'apprécier leurs conditions de travail » et partager avec elles sa vision. Cette visite a conduit le ministre Adjoumani sur les installations du conseil de surveillance, et à la direction générale de l'Afor. Il s'est réjoui des performances enregistrées par l'agence, qui, a-t-il rap-

porté, a vu le jour « pour adresser la problématique de la sécurisation foncière rurale de la Côte d'Ivoire avec davantage d'efficacité et de rigueur ». Il a adressé des félicitations au personnel de l'agence ainsi qu'à ses administrateurs.

Les enjeux de la sécurisation foncière rurale  
Kouassi Adjoumani a rappelé que « la très sensible question du foncier rural est évoquée avec récur-

DRAMOUS YÉTI